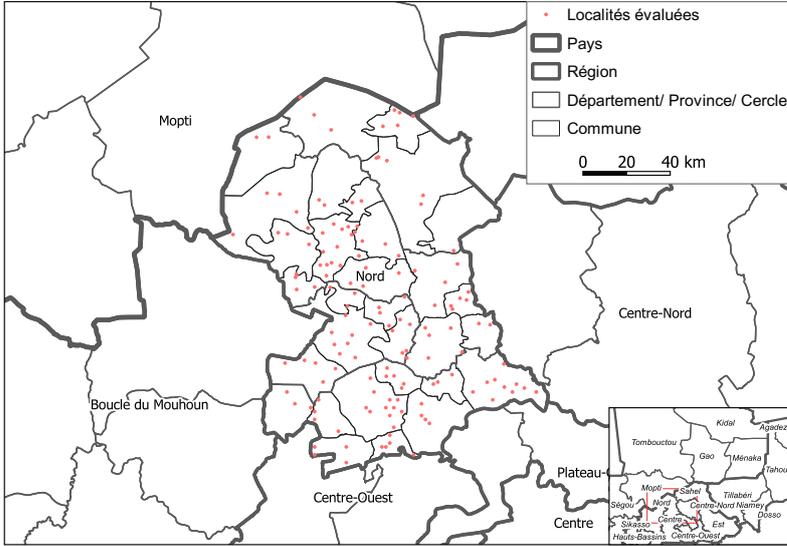


Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région du Nord



Communes couvertes par province

- Province du Loroum** : Communes de Banh, Ouindigui, Solle, Titao
- Province du Passore** : Communes d'Arbolle, Bagaré, Boken, Gomponsom, Kirsi, La-Toden, Pilimpikou, Samba, Yako
- Province du Yatenga** : Communes de Barga, Kain, Kalsaka, Kossouka, Koumbri, Namissiguima, Ouahigouya, Oula, Rambo, Senguenea, Tangaye, Thiou, Zogore
- Province du Zondoma** : Communes de Bassi, Boussou, Goursi, Leba, Tougo

Couverture de l'évaluation

- 158 IC interviewés**
121 ont visité les localités au cours des 30 jours avant l'évaluation
37 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 jours avant l'évaluation
- 158 Localités évaluées**
- 31/31 Communes évaluées avec 5% de couverture ou plus**
- 4/4 Provinces évaluées avec 5% de couverture ou plus**

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et à des tensions entre les communautés. Cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de 1 902 150 personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso à la date du 30 avril 2022¹.

REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels, suite à une phase pilote au mois de novembre 2019. Cette fiche d'information présente les principaux résultats de ce suivi de la situation humanitaire dans la région du Nord, au mois de mai 2022. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Reach Resource Center](#).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités (villages, hameau de culture, chef lieu de commune,...), à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois avant la collecte de données) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'admin 3 (commune) ont été évaluées. L'atteinte du seuil de 5% au niveau admin 2 (province) permettra la présentation des résultats pour cette zone.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 04 et le 19 mai 2022. Sauf indication contraire, tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique en se référant à la situation de la majorité de la population de la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données. En raison de cette méthodologie, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Provinces de la région du Nord			
	Loroum	Yatenga	Zondoma	Passore
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	80%	95%	85%	92%
L'arrivée de nouvelles PDI aux cours des 30 jours avant l'évaluation ²	8%	20%	13%	11%
L'arrivée de retournés au cours des 30 jours avant l'évaluation ²	27%	67%	0%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	100%	98%	96%	98%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	100%	54%	30%	37%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé ³	67%	3%	4%	0%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels ³	67%	3%	4%	0%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	93%	62%	63%	67%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ^{2,4}	83%	83%	52%	68%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services éducatifs ³	94%	44%	4%	0%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	93%	60%	52%	45%

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), avril 2022.
2. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la

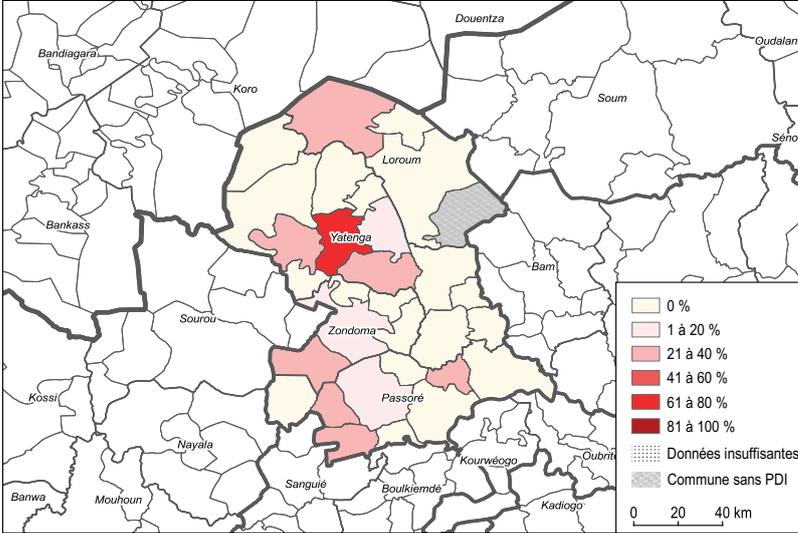
localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.
3. La définition de « distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.
4. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

→ Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté une arrivée de PDI dans les 30 jours précédant la collecte de données :



À la fin du mois d'avril, la région du Nord accueillait la quatrième plus grande concentration de personnes déplacées, soit près de 230 000 personnes déplacées¹. Selon les IC, 15% des localités évaluées ont vu l'arrivée de personnes déplacées au cours du mois précédant la collecte des données. Ce dernier cas a été principalement signalé par les IC dans la province du Yatenga (20% des localités évaluées). Parmi toutes les localités évaluées dans la région du Nord, 92% ont été signalées comme accueillant des personnes déplacées. Ces personnes seraient originaires des provinces de Yatenga (44%), Loroum (37%) et Bam (13%). Comme l'ont rapporté les IC, les mouvements de déplacement des PDI au cours du mois précédant la collecte des données ont eu lieu principalement dans leur province de départ, notamment au Loroum (100%) et au Yatenga (41%). De plus, la violence dans la localité de départ a été mentionnée comme le principal catalyseur de ces déplacements. Corroborant les deux constats précédents, selon ACLED⁵, tous les incidents de sécurité enregistrés en avril, sauf un, ont eu lieu dans le Loroum (21 incidents) et le Yatenga (15 incidents). Malgré la croissance régulière de la taille des populations déplacées, la communauté d'accueil serait restée le groupe le plus important dans les localités évaluées et elle représente plus de la moitié la population dans 81% des localités évaluées.

Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées dans la région)² :



Provinces de la région ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI / retournés / réfugiés :

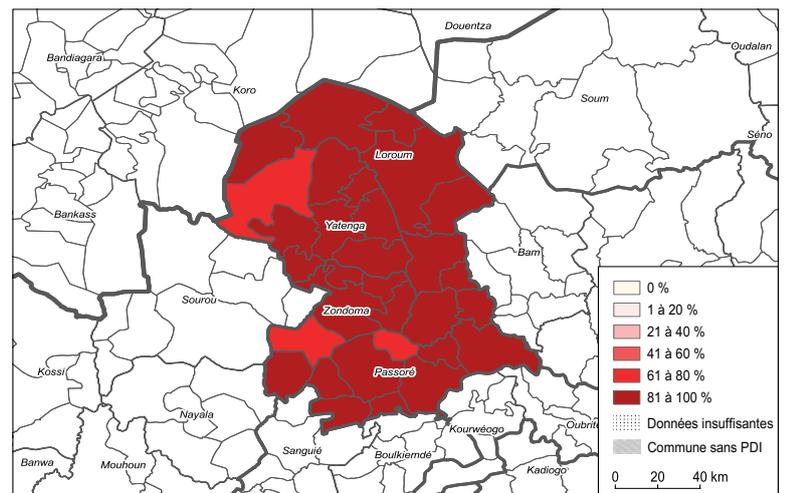
	PDI	Retournés ⁶	Réfugiés ⁶
1	Yatenga 95%	Loroum 73%	Loroum 33%
2	Passoré 92%	Yatenga 5%	Yatenga 2%
3	Zoundama 85%		

En matière de déplacements transnationaux, la présence de réfugiés maliens était signalée dans les communes frontalières de Bahn, Solle (province du Loroum) ainsi que dans la commune de Ouahigouya (province du Yatenga). Ceux-ci viendraient uniquement de la région voisine de Mopti. Enfin, les IC rapportaient la présence de retournés dans la majorité des localités évaluées dans le Loroum (73%) et seulement 5% dans les localités évaluées dans la province du Yatenga.

→ Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Selon le FEWS NET, plusieurs provinces de la région du Nord sont en phase de crise ou de pression, notamment les provinces du Yatenga et du Loroum⁷. Cela s'est reflété dans les données du mois de mai, où la majorité des localités évaluées (98%) a rapporté que la majorité de la population n'avait pas assez de nourriture pour satisfaire à leur besoins de base au cours du mois précédant la collecte des données. Cette situation s'expliquerait principalement par la forte inflation des prix des produits alimentaires ou le manque de moyens (94% des localités évaluées), l'épuisement des stocks (90%) et la sécheresse/aux faibles précipitations (37%). En effet, exacerbée par le changement climatique, le Burkina a été frappé par la pire sécheresse depuis plus d'une décennie⁸. Les IC ont mis en évidence les mécanismes d'adaptation négatifs adoptés par les populations dans les zones d'habitation où l'accès à la nourriture est insuffisant. Les stratégies d'adaptation les plus souvent mentionnées sont la consommation d'aliments moins préférés (92% des localités évaluées), le fait de manger moins que d'habitude (73%) et la diminution de la consommation alimentaire des adultes pour que les enfants puissent manger (53%). Dans la quasi-totalité des localités évaluées (95%) les IC ont rapporté que la majorité de la population achetait la nourriture avec leur propre argent. Cette situation est particulièrement inquiétante, compte tenu de l'augmentation du prix des produits alimentaires.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



Principales raisons de l'absence de marché (% de localités évaluées où les IC ont rapporté l'absence de marchés fonctionnels à distance de marche)⁸

1	Décision des autorités	52%
2	Insécurité	35%
3	Jamais eu de marché à distance de marche	9%



5. ACLED data
6. La présence de ce groupe n'a été signalée dans aucune des localités évaluées de la Passoré et du Zoundama.
7. FEWS NET, Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et d'estimation des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest, Avril 2022.

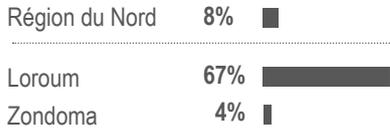
8. La définition de distance de marche et de fonctionnel est laissée à la discrétion des IC
9. <https://www.africanews.com/2022/05/16/burkina-faso-armed-conflict-drains-an-already-drought-stricken-population/>

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Santé et Nutrition

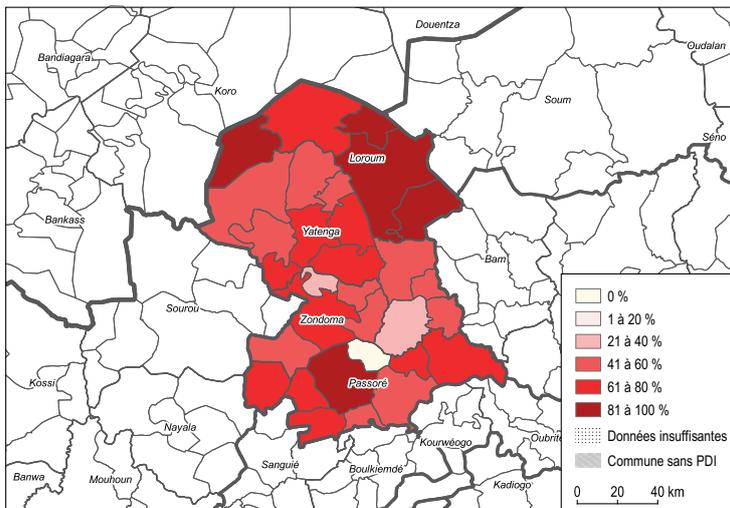
Proportion des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche, et principale raison de contrainte d'accès¹⁰:



L'accès et la fonctionnalité des structures de santé sont restés globalement stables dans la région du Nord (92% des localités évaluées), à l'exception de la province du Loroum (33%), selon les IC. Les IC ont précisé que l'accès limité aux services de santé dans la province du Loroum a été engendré par la fermeture d'établissements (44% des localités évaluées) et de la pénurie de personnel de santé (33%). Selon le Cluster Santé¹¹, en mai le personnel de santé aurait fui les établissements de santé en raison des hostilités dans la région. Enfin, parmi les quatre provinces de la région, l'absence de programmes nutritionnels n'a été mentionnée pratiquement qu'à Loroum (33% des localités évaluées), or dans cette province il convient de noter que l'impossibilité d'accéder à une nourriture suffisante pour répondre aux besoins de base a été signalée dans 100% des localités évaluées, selon les IC.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

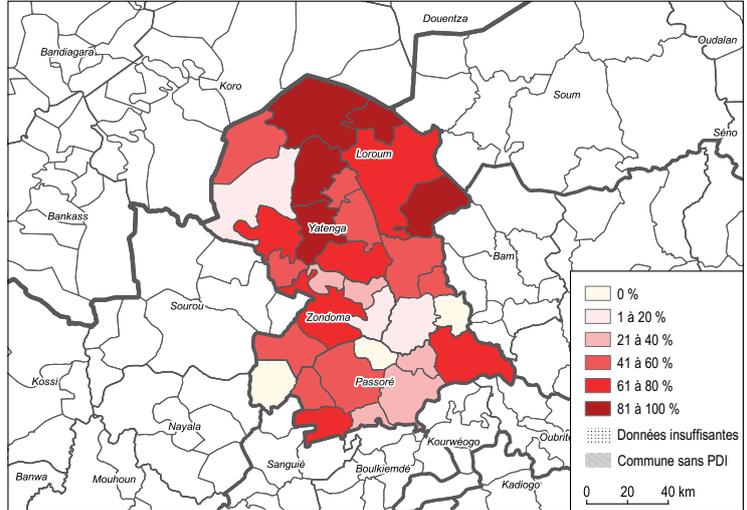
Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès à l'eau insuffisant pour couvrir les besoins des ménages :



L'accès à l'eau demeure préoccupant dans la région du Nord avec plus de la moitié des localités évaluées (67%) n'ayant pas accès à suffisamment d'eau pour répondre aux besoins de leur foyer, selon les IC. Dans ces localités, l'assèchement des sources d'eau (61%) et la longue attente aux points d'eau en raison des grandes foules (22%) sont les obstacles à l'accès à l'eau les plus signalés. La situation semble être particulièrement alarmante à Loroum où 94% des localités évaluées n'ont pas un accès suffisant à l'eau. En outre, les IC ont déclaré que dans 55% des localités évaluées, la qualité de l'eau à laquelle certains ménages avaient accès était mauvaise, l'eau étant décrite comme brune. L'une des raisons pouvant expliquer cette situation pourrait être que les puits non protégés ont été signalés comme l'une des principales sources d'eau utilisées par la population dans 28% des localités évaluées. Quant à l'assainissement, la défécation en plein air aurait été pratiquée par la majorité de la population dans 79% des localités évaluées, ce qui présente un risque de santé publique. Quant à l'hygiène, l'absence d'utilisation de savon ou de cendres pour se laver les mains a été signalée dans presque toutes les localités évaluées (90%).

Protection

Proportion de localités évaluées en septembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :

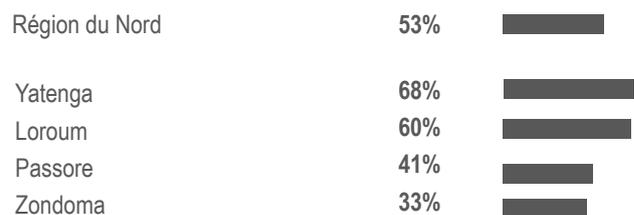


Evolution du pourcentage de localités évaluées dans lesquelles la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité¹²:

	Q2 2021	Q3 2021	Q4 2021	Q1 2022	Mai 2022
Loroum	38%	79%	96%	100%	93%
Yatenga	24%	42%	63%	54%	40%
Passoré	15%	11%	21%	23%	53%
Zoundoma	7%	0%	26%	30%	48%

Comme le rapportent les IC, la majorité de la population de plus de la moitié des localités évaluées ne se sentait pas en sécurité le mois précédant la collecte des données (57% des localités évaluées), en particulier dans la province de Loroum (94%). Ce sentiment d'insécurité a persisté et s'est répandu dans les provinces évaluées entre le mois de mars (49%) et le mois de mai (57%). En effet, depuis le début du mois de mars, ACLED a enregistré 37 nouveaux incidents sécuritaires liés au conflit. Il n'y a pratiquement qu'à Loroum que des incidents graves, survenus dans le mois précédant la collecte des données, ont été signalés (20% des localités évaluées). Cela pourrait être l'un des facteurs expliquant le sentiment d'insécurité particulièrement élevé dans la province. Les trois préoccupations en matière de protection les plus signalées sont les restrictions de mouvement (67% des localités évaluées), la violence des groupes armés (72%) et les enlèvements (47%). Il est à noter que les préoccupations liées aux violences sexuelles n'ont été signalées pratiquement qu'à Loroum (40% des localités évaluées). Dans la région du Nord, 47% des localités évaluées disposaient d'un service de protection ou de recensement des incidents, selon les IC. Ce chiffre descendait cependant à 32% dans la province de Yatenga.

Proportion des localités évaluées où les IC ont rapporté la présence d'un service de protection/ de recensement:



10. La définition de « distance de marche » et de « fonctionnel » est laissée à la discrétion des IC.
11. Cluster santé, Bulletin mensuel, Mai 2022

12. Données collectées par REACH dans le cadre du projet de Suivi de la situation humanitaire (HSM).

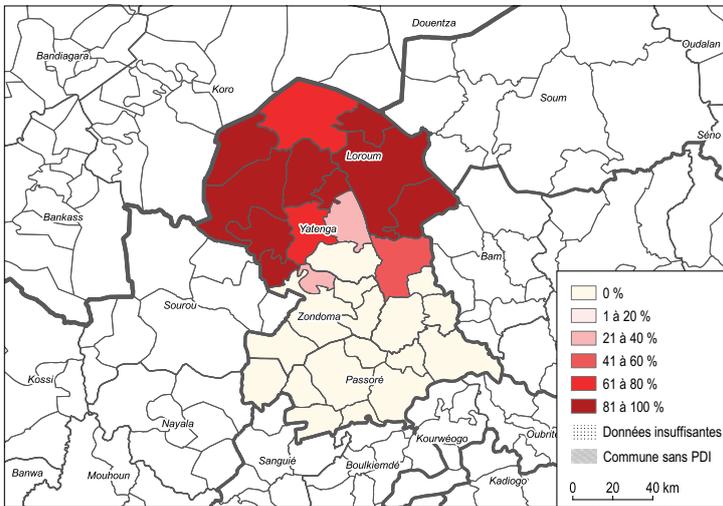
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Nord

Education

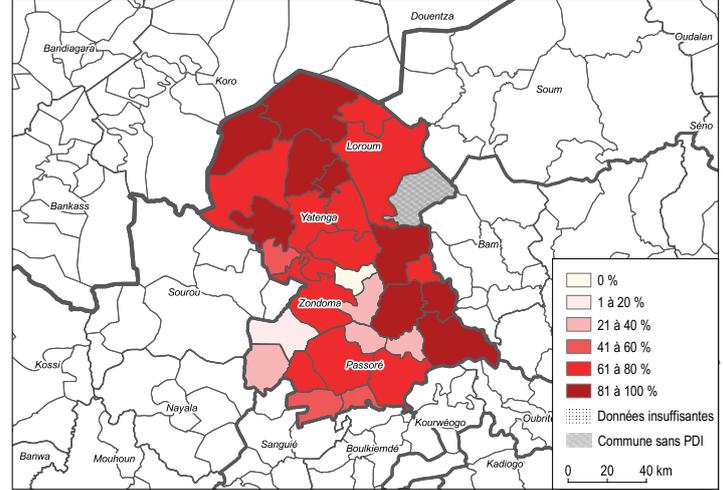
Les données collectées en mai indiquent que l'accès à l'éducation dans le Nord s'est légèrement amélioré au cours des deux derniers mois. Ainsi, dans 68% des localités évaluées il a été rapporté par les IC que la majorité de la population avait accès à des établissements scolaires en état de fonctionnement à une distance de marche¹³, contre 63% en mars. Toutefois, si l'on examine la situation dans les quatre provinces, on constate que l'accès aux services éducatifs est particulièrement limité dans 93% des localités évaluées de la province du Loroum et 56% à Yatenga. Au lieu d'aller à l'école, les enfants travailleraient en dehors de la maison dans 59% des localités du Yatenga et 36% à Loroum, ce qui augmenterait, selon l'UNICEF, le risque d'exposition aux incidents de protection sur et en dehors du lieu de travail¹⁴.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹³ au cours des 30 jours avant l'évaluation:



Abris et biens non-alimentaires (BNA)

Proportion de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement¹⁶ :



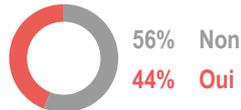
Principales raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)^{16, 17} :

- 1 Manque d'espace fermé garantissant l'intimité **97%**
- 2 Abris non adaptés au climat **2%**

L'accès à des conditions d'hébergement adéquates ne semble pas être garanti pour les PDI. En effet, d'après les indicateurs clés, les personnes déplacées vivent dans des abris inadéquats dans 73% des localités évaluées. La raison la plus souvent citée pour expliquer cette inadéquation est le manque d'espace clos pouvant garantir l'intimité et la protection des résidents de l'abri (97%). Comme l'ont rapporté les IC, la plupart des personnes déplacées étaient hébergées gratuitement par les ménages de la localité (83%). En outre, dans les localités où la présence de PDI a été rapportée (91%), les communautés d'accueil et de déplacées vivaient dans des abris permanents, respectivement 100% et 95%, selon les IC. Outre les abris, l'accès aux articles non alimentaires essentiels était limité dans une grande partie des localités évaluées (81%).

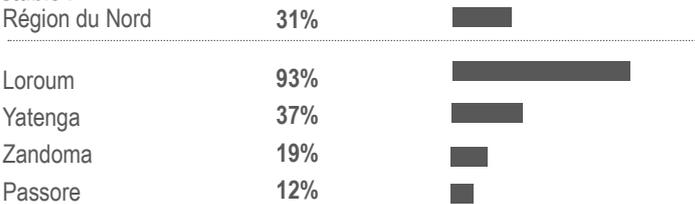
Communication

% de localités évaluées où la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations sur l'aide humanitaire



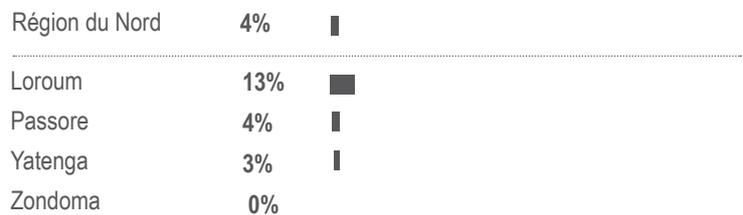
Malgré les besoins humanitaires aigus identifiés dans les différentes provinces et les différents secteurs, les IC ont signalé que l'aide humanitaire n'était pas fournie dans presque toutes les localités évaluées (96%). L'escalade de la violence dans le pays ont restreint l'accès des organisations aux populations touchées et entravé la réponse de l'aide¹⁵. Les trois besoins humanitaires les plus signalés par les informateurs clés sont la sécurité alimentaire (99% des localités évaluées), l'eau (67%) et les biens non-alimentaires (53%). L'accès à l'information concernant l'aide humanitaire serait également restreint, les IC mentionnaient que, dans près de la moitié (44%) des localités évaluées, la population a rencontré des difficultés pour obtenir des informations sur l'aide humanitaire disponible.

% de localités évaluées rapportant l'absence de réseau téléphonique stable :



Redevabilité aux populations affectées

Proportion des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une assistance humanitaire :



Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées dans la région)¹⁸ :

- 1 Sécurité alimentaire **99%**
- 2 Eau, Hygiène et Assainissement **53%**
- 3 Abris et bien non-alimentaires **31%**

13. La définition de 'fonctionnel' et 'à distance de marche' est laissée à la discrétion des IC.

14. <https://www.unicef.org/protection/child-labour>

15. Refugees International, *After the coup: Burkina Faso's Humanitarian and Displacement Crisis*, Avril 2022

16. La définition de «adéquates» est laissée à la discrétion de l'IC.

17. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (73%).

18. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options pour répondre à cette question.